

monde au bord d'une troisième guerre mondiale. Notre avis se fondait sur le sentiment que le nouvel État tenterait sans doute d'étendre son territoire et viendrait ainsi en conflit direct avec les intérêts arabes. Nous avons aussi pris en considération la détermination expresse des Arabes—ce qui était connu de tous à l'époque et devantant depuis bien des mois l'initiative des Nations Unies qui tendait à établir l'État d'Israël—de ne jamais reconnaître le nouvel État ni de le tolérer même s'il devait être établi par les Nations Unies.

Mon attitude à l'époque a été interprétée par bien des gens, surtout par des ennemis politiques, comme le fruit de sentiments anti-sémites. J'ai alors déclaré très solennellement et je répète encore que cette interprétation ne répondait pas à la réalité. Je pense avoir prouvé au delà de tout doute par mes actions et mes paroles, depuis lors, qu'il n'en était pas ainsi. De fait, depuis bien des années je nourrissais l'espoir qu'on pût trouver pour le peuple juif un foyer national et l'établir de façon pacifique. Ma préoccupation se fondait entièrement sur l'idée,—idée qui s'est révélée tout à fait exacte,—que l'établissement de l'État à ce moment-là et dans les conditions où il était établi aboutirait inévitablement à un conflit et peut-être à la troisième guerre mondiale. Nul ne peut nier que nos prévisions et nos prédictions d'alors étaient vraies et il ne fallait pas être prophète pour les faire.

Cependant, monsieur l'Orateur, l'État a été établi par les Nations Unies. Un nombre écrasant d'États membres, y compris le Canada, a voté en faveur. Le nouvel État a été immédiatement contraint, en 1948, de livrer une guerre de survivance contre une ligue de ses voisins arabes. Les Juifs de toutes les parties du monde sont retournés en grand nombre en Israël depuis 1947. Ils ont édifié le pays et l'ont mis en valeur; ils ont réussi, avec l'aide de bien des habitants d'autres pays, à établir un gouvernement fort et un peuple déterminé et bien disposé. C'est la seule position stable au Moyen-Orient de nos jours, à part la Turquie.

Il me semblerait donc moralement déplacé et insensé du point de vue stratégique de laisser saper ou détruire cette position stable. Vu que les Nations Unies ont établi l'État, l'attitude sensée à prendre consiste à le laisser accomplir sa destinée tant qu'il ne violera pas les mêmes droits de ses voisins. Ce qui est pire, c'est que si des troupes, ou des effectifs combinés, agencés par la Russie soviétique ou le président Nasser ou certains de leurs amis, menaçaient de détruire cet État ou de miner sa situation actuellement stable, les Nations Unies auraient, à mon avis, très nettement le devoir de lui prêter

aide et d'empêcher qu'on réalise ces desseins hostiles. Il me semble que c'est élémentaire, juste et parfaitement équitable de le considérer de cette façon.

Quand je m'exprime ainsi, je tâche d'envisager la situation aussi froidement, aussi objectivement que possible. Il n'y a ici aucune place pour les sentiments, sauf la sympathie, la compréhension et la charité envers un peuple maltraité, qui se recrute dans soixante différents pays du monde, et qui s'efforce de son mieux à se créer des foyers où il sera libre de toute persécution et de vivre comme il l'entend, sans être molesté.

Ce que nous devrions ériger en principe, monsieur l'Orateur, c'est, je le répète, que les Nations Unies ont le devoir de faire tout leur possible pour prévenir la destruction de toute situation bien établie au Moyen-Orient,—dans tout le Moyen-Orient dirai-je,—destruction essentielle à la réalisation des objectifs russes. J'ai déjà dit qu'il y avait là deux éléments stables: Israël et la Turquie.

Je voudrais dire quelques mots seulement au sujet de la doctrine Eisenhower qui, apparemment, poursuit l'objectif d'assurer l'indépendance et l'intégrité des nations du Moyen-Orient. Immédiatement après que le président Eisenhower eut énoncé cette doctrine, une idée plutôt inquiétante et erronée s'est apparemment fait jour à l'étranger, à savoir que son objectif avait été atteint, que la tension s'était relâchée et que le vide politique s'était comblé. Monsieur l'Orateur, c'est exactement le genre d'idée que la Russie voudrait répandre à l'étranger, parce qu'elle veut actuellement détourner l'attention du Moyen-Orient, pendant qu'elle entreprend de munir de nouveau l'Égypte et la Syrie en vue de nouveaux incidents qui éclateraient dans quelques mois d'ici; et ces incidents se produiront inévitablement, à moins que nous ne prenions immédiatement des contre-mesures et que nous réglions une fois pour toute les problèmes du Moyen-Orient.

De plus, on s'imagine à tort à l'étranger qu'il est possible de résoudre la crise du Moyen-Orient en faisant des concessions aux Arabes. C'est une erreur. Le Canada et les États-membres de l'ONU devraient considérer sans tarder quelques faits essentiels, avant que l'ONU ou un groupe de ces nations entreprenne de régler cette situation dangereuse et pleine de menaces. Voici la première de ces considérations. Les États arabes, y compris l'Arabie Séoudite, souhaitent toujours la destruction complète d'Israël.

Je suis convaincu de cela. Seulement cela pourra enfin les satisfaire. Il est évident qu'on a convaincu l'État d'Israël, contre son